

• Citer cette page

**Pour citer cette page**

Le Code civil, *Musée Criminocorpus* publié le 24 janvier 2023, consulté le 9 février 2026.  
Permalink : <https://criminocorpus.org/fr/ref/25/19707/>

## Ordonnance 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante

### Chapitre I — Dispositions générales.

#### Extrait

##### Article 3

###### Version du 2 février 1945

Texte source : *Ordonnance 45-174 du 2 février 1945, relative à l'enfance délinquante. JORF, 4 février 1945, p. 530-534 ; rectificatif du 6 mars 1945, p. 1162 ; rectificatif du 21 mars 1945, p. 1530.*

Sont compétents, sur renvoi, le cas échéant, du premier tribunal saisi, le tribunal du lieu de l'[infraction](#), celui de la résidence du mineur ou de ses parents ou tuteur, celui du lieu où le mineur pourrait être trouvé ou celui du lieu où il a été placé. Il pourra notamment y avoir lieu à dessaisissement lorsque le mineur aura été placé dans un centre d'observation situé dans le [ressort](#) d'un tribunal autre que le tribunal primitivement saisi.

---

###### Version du 8 septembre 1945

Texte source : *Ordonnance 45-2049 du 8 septembre 1945 modifiant l'ordonnance du 2 février 1945, relative à l'enfance délinquante. JORF, 9 septembre 1945, p. xxx*

Sont compétents, sur renvoi, le cas échéant, du premier tribunal saisi, le tribunal du lieu de l'[infraction](#), celui de la résidence du mineur ou de ses parents ou tuteur, celui du lieu où le mineur pourrait être trouvé ou celui du lieu où il a été placé. Il pourra notamment y avoir lieu à dessaisissement lorsque le mineur aura été placé dans un centre d'observation situé dans le [ressort](#) d'un tribunal autre que le tribunal primitivement saisi.

[En cas de rattachement de tribunaux, la compétence du tribunal pour enfants établi au siège du tribunal de rattachement s'étend aux ressorts des tribunaux rattachés.](#)

---

###### Version du 24 mai 1951

Texte source : *Loi 51-687 du 24 mai 1951 portant modification de l'ordonnance du 2 février 1945. JORF, 2 juin 1951, p. 5821-5824 ; rectificatif du 21 juin 1951, p. 6459 ; rectificatif du 13 juillet 1951, p. 7500.*

[Sont compétents le tribunal pour enfants ou la cour d'assises des mineurs](#) [Sont compétents, sur renvoi, le cas échéant, du premier tribunal saisi, le tribunal](#) du lieu de l'[infraction](#), [celui de la résidence du mineur ou de ses parents ou tuteur, celui du lieu où le mineur](#) [aura été trouvé ou pourrait être trouvé ou celui du lieu où il a été placé soit à titre provisoire, soit à titre définitif.](#) [Il pourra notamment y avoir lieu à dessaisissement lorsque le mineur aura été placé dans un centre d'observation situé dans le \[ressort\]\(#\) d'un tribunal autre que le tribunal primitivement saisi.](#)

[En cas de rattachement de tribunaux, la compétence du tribunal pour enfants établi au siège du tribunal de rattachement s'étend aux ressorts des tribunaux rattachés.](#)

---

###### Version du 10 août 2011

Textes sources : *Loi 2011-939 du 10 août 2011 sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs. JORF, 11 août 2011, p. 13744 , Décision du Conseil constitutionnel n° 2011-635 du 4 août 2011. JORF, 11 août 2011, p. 13763.*

Sont compétents le tribunal pour [enfants, le tribunal correctionnel pour mineurs](#) [enfants](#) ou la cour d'assises des mineurs du lieu de l'[infraction](#), de la résidence du mineur ou de ses parents ou tuteur, du lieu où le mineur aura été trouvé ou du lieu où il a été placé soit à titre provisoire, soit à titre définitif.